Gestion de placements **Manuvie**

Placements axés sur les facteurs ESG en Asie – une évolution invisible

Octobre 2020

Murray Collis

Chef adjoint des placements,
Titres à revenu fixe, Asie hors Japon

Eric Nietsch

Chef, ESG, Asie

Introduction

En ce qui concerne les changements climatiques et les placements durables à l'échelle mondiale, la plupart des gens s'entendent pour dire que l'Asie est très en retard. Il s'agit d'un point de vue difficile à contester : la région détient malheureusement le titre de plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde et est responsable de plus de 47,0 % des émissions mondiales de carbone[1]. De plus, sa part mondiale dans les fonds de placement respectant des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) atteignait un piètre 0,8 % à la fin de juin 2020 (à l'exception du Japon)[2]. Bien que peu de gens contestent ces observations, la situation dans son ensemble est beaucoup plus nuancée.

Selon nous, une évolution discrète se produit en Asie, qui a largement échappé à l'attention des investisseurs. La croissance de la région a été bien documentée; en 2050, trois des cinq plus grandes économies du monde devraient être asiatiques[3]. Cela souligne également l'ampleur des défis auxquels la région est confrontée. L'appétit de l'Asie pour les ressources est compréhensible étant donné le rythme de son expansion. Malheureusement, cela peut aussi avoir pour effet de rendre insignifiantes les initiatives de développement durable prises à l'échelle locale. C'est pour cela qu'il n'est pas toujours facile de se faire une idée précise de la situation en matière de développement durable en Asie, un défi qui est sans aucun doute exacerbé par la diversité et la complexité des économies présentes dans la région, chacune étant à une étape différente du cycle de développement et faisant face à ses propres problèmes en matière de développement durable.

Malgré ces défis, la région est de plus en plus consciente des enjeux ESG et elle a pris d'importantes mesures de base dans ce domaine. Compte tenu de notre connaissance approfondie de la région, puisque nous y sommes présents depuis plus d'un siècle, nous soutenons que le développement durable en Asie est de plus en plus important pour les investisseurs et les organismes de réglementation, et que la volonté de s'attaquer à ces enjeux est de plus en plus forte. Nous sommes d'avis que la volonté croissante de s'engager dans la voie du développement durable pourrait créer des perspectives de placement intéressantes pour les investisseurs des marchés des titres à revenu fixe.

Dans ce document, nous présentons l'évolution des placements axés sur les facteurs ESG au cours des dernières années, particulièrement en Asie. Nous nous penchons également sur la façon dont la pandémie de COVID-19 a pu influencer l'attitude des investisseurs à l'égard des placements durables et sur le rôle que jouent les décideurs asiatiques dans ce virage vers le développement durable. Pour finir, nous examinons les défis qui continuent de freiner les changements et nous soulignons les enjeux dont les investisseurs devraient tenir compte avant d'investir dans le marché en plein essor des placements durables en Asie.

Les cinq plus grandes économies du monde en 2050

1 Chine **2** Inde **3** États-Unis **4** Indonésie **5** Brésil

Source : « The World in 2050 », PWC, février 2017. Fondé sur le PIB projeté selon la parité du pouvoir d'achat.

Croissance des placements durables en Asie

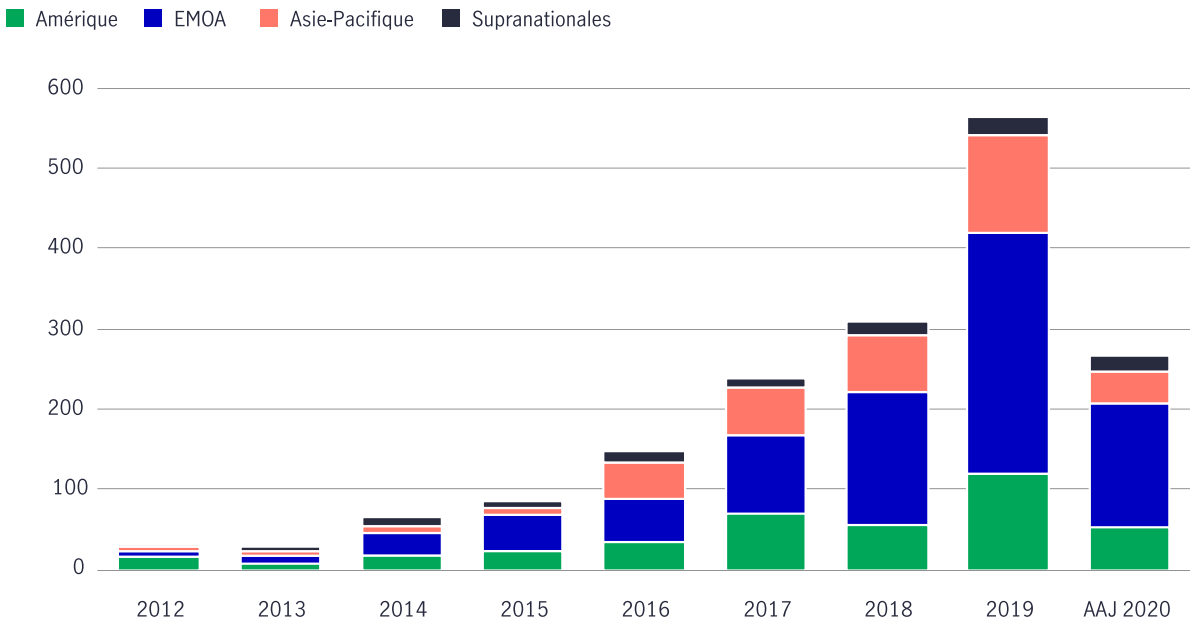
Les placements durables suscitent un intérêt croissant sur les marchés. Selon Morningstar, l'actif géré dans les fonds ESG à l'échelle mondiale a dépassé la barre des 1 000 milliards de dollars américains pour la première fois en juin de cette année[3]. Cela souligne deux changements importants : l'appétit croissant des investisseurs et une volonté de plus en plus forte chez les émetteurs d'obligations – tant souveraines que de sociétés – de s'aventurer sur le marché des titres de créance durables.

Selon un récent rapport de l'agence de notation Moody's, l'émission de titres de créance durables à l'échelle mondiale pourrait atteindre 375 milliards de dollars américains en 2020, soit une augmentation de plus de 50 milliards de dollars américains par rapport à l'année précédente[4]. Bien que l'Asie ne représente qu'une petite partie du marché, nous nous attendons à ce que cela change dans un proche avenir, à en juger par la croissance observée ces dernières années.

La croissance du marché des titres de créance durables en Asie, qui comprend les obligations vertes, sociales et durables, a été remarquable. Avant 2016, très peu d'obligations vertes étaient émises en Chine, mais en 2019, 12 % des émissions d'obligations vertes avaient eu lieu en Chine[5]. En août 2020, les obligations vertes, sociales et durables en Asie hors Japon représentaient un montant exceptionnel de 45 milliards de dollars américains au sein de l'indice J.P. Morgan Asia Credit (JACI)[6].

La croissance des émissions est attribuable à de nombreux facteurs, notamment la prise de conscience toujours plus grande des risques liés aux changements climatiques, les changements réglementaires récents et à venir, et le fait que les émetteurs de la région de l'Asie-Pacifique deviennent conscients de la nécessité de diversifier leurs sources de financement. Au début de 2020, tout suggérait que l'éclosion de COVID-19 refroidirait l'enthousiasme des investisseurs et des émetteurs à l'égard des placements durables, puisque la crise sanitaire attirait toute l'attention. Cependant, la réalité a été toute autre.

Émission de titres de créance durables par région (G$ US)



Source : « Sustainable Finance Market Outlook », Bloomberg New Energy Finance, au 30 juin 2020.

De quelle manière la COVID-19 a-t-elle rehaussé l'attrait des placements axés sur les facteurs ESG?

Étant donné qu'il faudra un certain temps avant que la poussière retombe, il est peut-être prématuré d'essayer de comprendre l'incidence de la COVID-19 sur les placements axés sur les facteurs ESG dans le monde et, plus précisément, en Asie. Cependant, certains événements pourraient, avec le recul, être considérés comme importants.

À la fin du premier trimestre de 2020, lorsqu'il est devenu évident que l'éclosion de COVID-19 aurait une incidence beaucoup plus importante et durable sur l'économie mondiale que prévu, certains ont craint que l'intérêt pour les placements axés sur les facteurs ESG s'estompe, car l'attention et les ressources étaient canalisées pour sauver des vies et prévenir une dépression économique. Cependant, après la stabilisation des marchés mondiaux, calmés par les mesures rapides prises par les banques centrales et par une décision concertée – quoique non planifiée – d'augmenter les dépenses budgétaires à l'échelle mondiale, les investisseurs du monde entier ont injecté plus de 70 milliards de dollars américains dans les fonds ESG au deuxième trimestre de l'année[7].

La suggestion que nous faisons est que les investisseurs ont établi un lien direct entre l'éclosion de COVID-19 et les enjeux de développement durable. Cela peut s'expliquer en partie par l'abondance de la documentation expliquant comment la hausse des températures et les piètres normes d'assainissement ont pu contribuer à la propagation de maladies comme la COVID-19, ce qui a remis les enjeux de développement durable sous les projecteurs. Il est également possible que les fluctuations du marché qui ont eu lieu en mars et en avril aient rappelé aux investisseurs l'importance d'investir dans des titres d'émetteurs disposant de modèles d'affaires durables.

> « Bien que la pandémie semble avoir temporairement tempéré l'enthousiasme à l'égard des obligations vertes, l'intérêt des investisseurs pour les obligations sociales a fortement grimpé, particulièrement en Asie. »

Selon nous, l'éclosion de COVID-19 a incité les investisseurs à réévaluer les risques liés au développement durable, un sujet dont ils sont de plus en plus conscients depuis quelques années. Par exemple, le rendement corrigé du risque dégagé par les marchés des titres de créance asiatiques au cours des sept premiers mois de l'année soutient cette perspective. Du début de l'année au mois de juillet, l'indice J.P. Morgan ESG Asia Credit a dégagé un rendement de 1,30 % avec une volatilité de 4,0 %, tandis que la version de l'indice qui ne tient pas compte des facteurs ESG a enregistré un rendement de 1,14 %, avec une volatilité plus élevée de 4,3 %[8].

Émission d'obligations vertes en Chine

(RMB)

2016	**154,3 G**
2017	**248,6 G**
2018	**282,6 G**
2019	**386,2 G**

Source : Climate Bonds Initiative, juin 2020.

La crise sanitaire a eu une autre conséquence, distincte, quoique connexe : l'augmentation de la popularité des obligations sociales[9]. Bien que la pandémie semble avoir temporairement tempéré l'enthousiasme à l'égard des obligations vertes, l'intérêt des investisseurs pour les obligations sociales a fortement grimpé, particulièrement en Asie. Au cours des sept premiers mois de 2020, 17,6 milliards de dollars américains d'obligations sociales (dont certaines visent à atténuer les effets négatifs de la pandémie) ont été émis en Asie, contre 3,6 milliards de dollars américains il y a un an[10]. Les analystes s'attendent à ce que le segment des obligations sociales continue de prendre de l'ampleur, et il est facile de comprendre pourquoi il en est ainsi dans le contexte actuel.

Bien que ces événements suggèrent que la crise sanitaire nous a amenés à un point d'inflexion majeur en ce qui concerne les placements axés sur les facteurs ESG et pourrait bien accélérer leur croissance, nous pensons que la réalité sera probablement un peu plus complexe que cela.

La forte augmentation des dépenses budgétaires – une réponse visant à contenir les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 – implique que la concurrence pour attirer l'attention et les ressources des investisseurs et des décideurs devrait s'intensifier.

Dans un tel contexte, il est logique de présumer que les gouvernements auront comme priorité de soutenir le système de santé et de préserver les emplois, reléguant les enjeux ESG au rang de priorité secondaire.

Certains craignent également que les organismes de réglementation abandonnent les politiques environnementales existantes dans le cadre d'un plan de relance de la croissance – ces inquiétudes étant fondées puisque cela a déjà eu lieu aux États-Unis[11] et en Inde[12], entre autres.

Cependant, il est important de noter que de nombreux décideurs ont choisi d'intégrer des objectifs de développement durable plus vastes dans leur plan visant à stimuler la reprise et d'intégrer des projets ESG pertinents dans leurs programmes de relance. Bien qu'il s'agisse sans aucun doute d'une évolution encourageante, il n'est pas certain que les décideurs seront en mesure de trouver un équilibre raisonnable entre ces deux objectifs. Même si ces objectifs ne sont pas nécessairement incompatibles et que les investissements dans des projets de développement durable peuvent aussi créer des emplois et contribuer à la croissance, la limitation des ressources demeure une contrainte. Dans une certaine mesure, les choix que les gouvernements feront dépendront probablement du moment où un vaccin contre la COVID-19 sera offert à l'ensemble de la population. D'ici là, il sera difficile d'évaluer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les placements axés sur les facteurs ESG. Cependant, nous nous attendons à ce que les émissions d'obligations ESG continuent d'augmenter, en raison des besoins politiques et de l'intérêt croissant des investisseurs, ce qui élargira l'éventail des occasions offertes dans ce domaine.

Source : BNN Bloomberg, au 13 août 2020. Le nombre indiqué pour 2020 représente les obligations sociales émises au cours des sept premiers mois de l'année.

Nous nous attendons à ce que l'émission d'obligations ESG continue d'augmenter en raison des besoins liés aux politiques et de l'intérêt croissant des investisseurs, ce qui élargira les occasions offertes dans le segment.

Arguments de placement en faveur de l'Asie dans le contexte des facteurs ESG

La plupart des investisseurs savent très bien ce que l'Asie a à offrir. L'élargissement progressif de la croissance qui a commencé par la Chine touche maintenant l'Asie du Sud, où vivent des milliards de personnes qui devraient intégrer la classe moyenne au cours des prochaines décennies; cependant, cette région fait aussi face à des défis considérables en matière d'environnement et de développement durable. La population de la région vieillit rapidement[13], et la montée du niveau de la mer représente un risque majeur pour ses mégapoles côtières, même si la pénurie d'eau devrait devenir un problème plus important durant les prochaines décennies[14].

La plupart, sinon la totalité, des initiatives visant à trouver des solutions aux enjeux de développement durable nécessiteront un financement important, en particulier celles liées aux changements climatiques (p. ex., construction de nouvelles infrastructures, mise à niveau de nouvelles installations). Compte tenu de la nature de ces projets, il est probable que le secteur public jouera un rôle important, surtout en Asie, et que l'emprunt sera la solution de financement par excellence.

En ce qui concerne les titres à revenu fixe, trois thèmes de développement durable sont, à notre avis, les plus pertinents en ce qui concerne l'Asie : les changements climatiques, la gouvernance d'entreprise et le vieillissement de la population du continent.

Principaux thèmes liés au développement durable en Asie

1 Les changements climatiques

Le fait que l'Asie soit l'un des grands responsables des changements climatiques à l'échelle mondiale n'est pas nouveau, non plus le fait qu'elle devrait être la région la plus touchée par les répercussions négatives de ces changements. Toutefois, au lieu de présenter la situation comme un défi insurmontable, il est préférable de se concentrer sur les solutions potentielles.

- **Réduire les émissions de gaz à effet de serre**

Étant donné que l'Asie est l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde, l'idée qu'elle soit aussi l'un des plus grands investisseurs dans les technologies propres et l'énergie renouvelable peut défier la logique. Toutefois, les décideurs de la région ont de très bonnes raisons pour avancer dans cette voie : atténuer l'incidence des changements climatiques sur l'environnement – ce qui est en soi une attente de la population de plus en plus riche et avertie du continent. Les dirigeants de la région ont donc toutes les raisons de poursuivre la transition progressive vers l'énergie renouvelable et d'investir dans l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la capacité de stockage. Les initiatives connexes pourraient également inclure l'élargissement de l'accessibilité des transports en commun, la construction de bâtiments écoénergétiques et la mise en place d'un programme national ou régional d'échange de droits d'émission de carbone. Il va sans dire que ces initiatives devront être financées par des investisseurs.

- **Pénurie d'eau**

Le décalage entre les besoins en eau de l'Asie et la quantité de cette ressource disponible dans la région est bien documenté – le continent contient 33 % de l'eau douce disponible dans le monde, mais abrite 60 % de la population mondiale[15]. Des recherches suggèrent que d'ici 2050, la pénurie d'eau pourrait toucher jusqu'à 3,4 milliards de personnes dans la région, ce qui pourrait menacer la sécurité alimentaire[16]. Encore une fois, l'innovation technologique et les investissements peuvent jouer un rôle important dans la recherche de solutions. En plus de permettre d'améliorer les infrastructures existantes, les investissements dans la recherche et le développement pourraient également aider à trouver des moyens d'améliorer l'efficacité de la consommation d'eau, en particulier dans les industries grandes consommatrices d'eau.

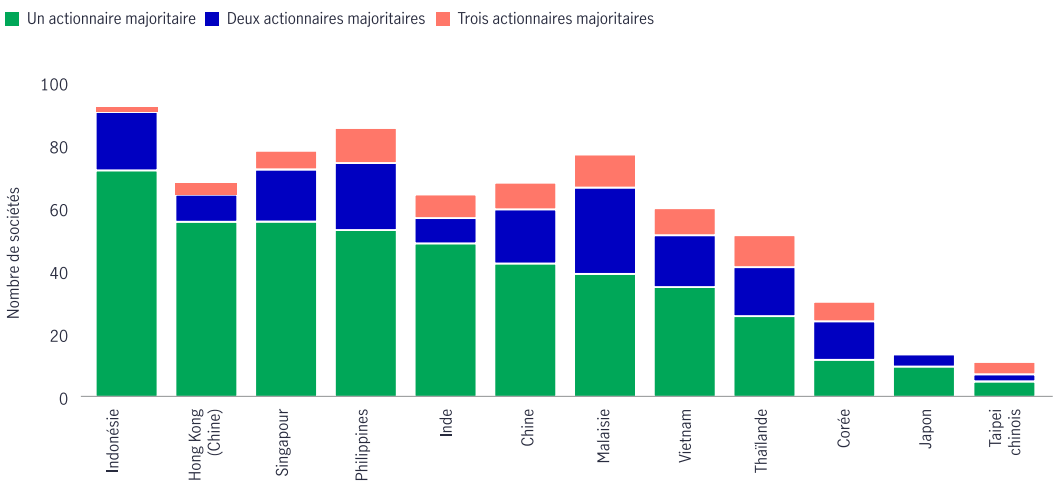
2 Gouvernance d'entreprise

Transparence, équité et responsabilité – ces principes constituent le fondement d'une bonne gouvernance d'entreprise, car ils assurent une gestion adéquate des sociétés et l'affectation efficace du capital des investisseurs. Au cours des dernières années, la gouvernance d'entreprise s'est élargie pour inclure l'atteinte d'objectif en matière d'égalité, de diversité et de développement durable. Cependant, les normes de gouvernance varient considérablement en Asie, où les sociétés figurent généralement dans le bas du classement mondial en matière de gouvernance d'entreprise.

Les statistiques en disent long : la plupart des grandes sociétés asiatiques ne sont détenues que par quelques actionnaires, une caractéristique commune à de nombreuses sociétés émettrices d'obligations dans la région, plus petites ou non cotées en bourse, ce qui rend les conflits d'intérêts potentiels un enjeu particulièrement pertinent. Par ailleurs, bien que la diversité de genre s'améliore dans les entreprises asiatiques, le nombre de femmes au sein des conseils d'administration reste inférieur à la moyenne mondiale. En Asie, les femmes n'occupaient que 9,3 % des sièges dans les conseils d'administration en 2018, contre 16,9 % à l'échelle mondiale[17].

Nous pensons que c'est un domaine dans lequel les décideurs et les investisseurs peuvent apporter un réel changement. Les autorités de réglementation de la région exigent que les sociétés fournissent de plus en plus de renseignements; par exemple, la séparation des postes de chef de la direction et de président du conseil est maintenant obligatoire pour les sociétés cotées en bourse en Inde, au Bangladesh, en Mongolie, au Pakistan et au Vietnam. Cette pratique est aussi officiellement recommandée en Australie, à Hong Kong, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande, à Singapour et en Thaïlande. Parallèlement, les investisseurs peuvent s'engager auprès des sociétés dans lesquelles ils ont investi pour encourager l'indépendance du conseil d'administration, la communication de plus de renseignements et une transparence accrue. Autrement dit, bien que la région ait beaucoup de rattrapage à faire dans ce domaine, les choses vont dans la bonne direction.

Sociétés ayant des actionnaires majoritaires, à la fin de 2018



Source : « Equity Market Review Asia 2019 », Organisation de coopération et de développement économiques, www.oecd.org/corporate/oecd-equity-market-review-asia.htm, 27 novembre 2019. Nombre de sociétés (parmi les 100 plus grandes sociétés cotées sur chaque marché) dans lesquelles un, deux ou trois actionnaires détiennent au moins 50 % du capital.

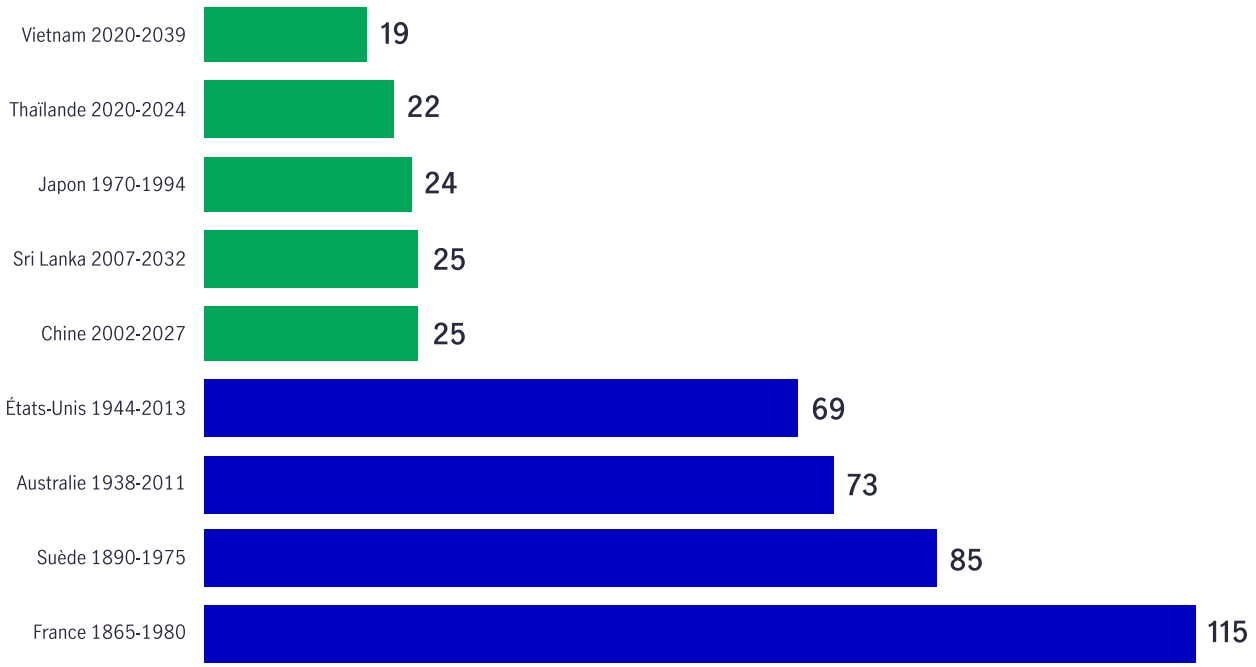
3 Vieillissement de la population asiatique

L'amélioration de l'espérance de vie et la baisse du taux de natalité font partie du cycle de développement économique – à mesure que les économies de la région se développent, cette dernière amorcera une transition démographique. Cependant, le rythme de cette transition est un défi unique à l'Asie : il est trois à quatre fois plus rapide que dans la plupart des pays développés[18], ce qui signifie que ce qui se produit habituellement sur plus d'un siècle dans d'autres pays survient en une seule génération en Asie. L'avantage économique que donne une population active en croissance a atteint un point d'inflexion et se transforme lentement en obstacle.

Selon nous, un grand nombre d'économies asiatiques ne sont pas tout à fait prêtes à faire face au vieillissement rapide de leur population qui devrait se produire au cours des deux prochaines décennies. Il s'agit d'une évolution qui posera probablement des défis aux systèmes de retraite de la région, où la couverture demeure faible, mais où les retraits d'épargne (avant l'âge officiel de la retraite) sont courants. Encore une fois, il est de plus en plus important d'investir et de faire des recherches dans des technologies permettant d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées. Bien que le secteur de la gestion financière et du patrimoine de la région ait mis au point des produits novateurs au cours des dernières années qui pourraient contribuer à atténuer le problème, il reste du travail à faire. Les organismes de réglementation devraient collaborer avec le secteur privé pour s'assurer que la société sera outillée pour prendre soin de sa population vieillissante, en réformant notamment les systèmes de santé ou de retraite.

> « L'avantage économique que donne une population active en croissance a atteint un point d'inflexion et se transforme lentement en obstacle. »

Période (en années) sur laquelle s'opère le vieillissement de la population



Source : « Ageing in Asia and the Pacific », Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Nations Unies, 2016.

Rôle des décideurs en Asie

Les enjeux de développement durable sont par nature très complexes et il faut souvent beaucoup de temps pour y répondre. Bien que la participation du secteur privé puisse influer sur le temps nécessaire pour répondre aux enjeux, il ne lui est pas toujours possible d'apporter, à lui seul, des solutions.

Pour que toute initiative soit significative, les parties prenantes ayant des intérêts concurrents doivent collaborer et travailler à trouver une solution raisonnable. La plupart du temps, ces efforts exigent une réelle coordination, un engagement ferme et une certaine quantité de ressources.

Pour ces raisons, les décideurs sont souvent les mieux placés pour prendre les devants – cela est particulièrement vrai dans les cas où le problème en question dépasse les frontières nationales, comme la lutte contre la pollution atmosphérique provenant d'un pays ou d'un territoire voisin. Dans un tel scénario, il serait logique que les gouvernements nationaux prennent l'initiative d'inviter tout le monde à des pourparlers. D'après ce que nous pouvons voir, c'est une approche qui semble très bien fonctionner en Asie.

- **Banques centrales**

Les banques centrales de la région sont extrêmement favorables au développement du financement vert et pourraient très bien s'engager dans une course à celle qui en fera le plus pour soutenir ce type de financement. Un sondage mené auprès de 18 banques centrales asiatiques a révélé que pour toutes, sauf deux, le risque climatique est devenu une de leurs priorités, et 17 d'entre elles croient avoir un rôle important à jouer pour encourager les initiatives de financement carbone[19].

Par exemple, la Banque populaire de Chine a pris des mesures considérables durant les dernières années qui pourraient avoir une incidence importante sur le financement durable; en 2018, elle a commencé à accepter les obligations vertes comme garantie pour sa facilité de prêt à moyen terme[20] et bientôt elle évaluera trimestriellement les banques pour voir si elles en font assez pour soutenir le financement vert[21].

Singapour, de son côté, n'a jamais caché son intention d'être la plaque tournante de la finance verte dans la région; la Monetary Authority of Singapore a récemment lancé un programme d'investissement de 2 milliards de dollars américains pour soutenir l'initiative[22]. Pour sa part, la Hong Kong Monetary Authority[23] et la Bank Negara Malaysia[24] se sont alliées à la commission des valeurs mobilières de leur pays pour évaluer comment le secteur financier devrait réagir aux risques climatiques. Bien qu'il faille peut-être un certain temps avant que ces initiatives portent leurs fruits, elles indiquent clairement la direction que prennent les choses.

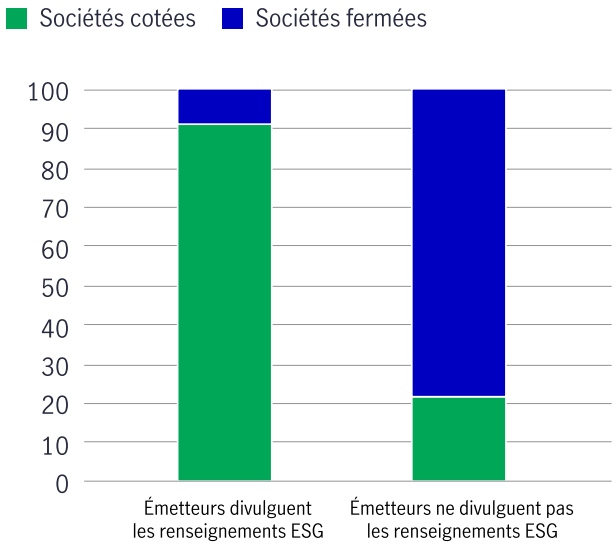
« Les banques centrales de la région sont extrêmement favorables au développement du financement vert et pourraient très bien s'engager dans une course à celle en qui en fera le plus pour soutenir ce type de financement. »

• Marchés boursiers

Les bourses de la région sont de plus en plus conscientes de l'incidence des facteurs ESG importants sur les perspectives à long terme d'une société cotée en bourse. Plusieurs d'entre elles ont pris des mesures pour exiger des sociétés cotées à fournir des renseignements pertinents concernant les facteurs ESG ou les encourager à le faire. Cela reflète peut-être aussi les exigences des investisseurs – un nombre croissant d'entre eux sont d'avis qu'un processus de sélection des placements est incomplet sans la prise en compte des facteurs ESG et des facteurs de développement durable.

La Chine et la Thaïlande : deux marchés qui se démarquent. La Bourse de Shanghai a publié ses lignes directrices en matière de responsabilité sociale en 2008 et la Bourse de Shenzhen, en 2006, bien avant la plupart des autres banques centrales du monde[25]. La China Securities Regulatory Commission a annoncé qu'elle rendrait obligatoire d'ici 2020 la divulgation des renseignements liés aux facteurs ESG pour toutes les sociétés cotées en bourse et tous les émetteurs d'obligations[26].

Les sociétés cotées communiquent mieux l'information sur les facteurs ESG (%)



Source : Bloomberg, renseignements des sociétés, HSBC, septembre 2020. Aucune donnée ESG n'est disponible pour Bloomberg.

Par ailleurs, la réputation de la Thaïlande en tant que chef de file régional en matière de divulgation de renseignements liés aux facteurs ESG pourrait aussi en surprendre certains – la Bourse de Thaïlande est toujours bien placée dans le classement annuel des bourses mondiales établi par Corporate Knight en fonction de la qualité des renseignements ESG communiqués. Elle est la seule bourse de la région Asie-Pacifique à figurer parmi les 10 premières depuis 2018. Il ne s'agit pas d'une performance anodine puisque la Bourse de Londres s'est classée à la 15e place et que la Bourse de New York a pris la 40e place[27].

Selon nous, le fait que les bourses de la région exigent la publication de renseignements liés aux facteurs ESG est essentiel à la croissance des placements durables. Il s'agit d'un élément primordial de ce qui peut être décrit comme un cycle vertueux visant à encourager les sociétés cotées en bourse à fournir aux investisseurs des données significatives sur les facteurs ESG, ce qui permet de mieux les sensibiliser et de les aider à obtenir des renseignements de qualité supérieure pour prendre de meilleures décisions de placement.

• Fonds souverains

Les fonds souverains de la région ont également intensifié leurs efforts pour prendre en compte les enjeux de développement durable – il s'agit d'un autre moyen par lequel les gouvernements de la région peuvent apporter des changements positifs et donner de l'élan au mouvement. Par exemple, Temasek Holdings, de Singapour, s'est engagée à produire un rapport détaillant sa consommation d'eau, de papier et d'électricité ainsi que la distance parcourue en avion, et elle s'est fixé comme objectif de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre de son portefeuille d'ici 2030[28]. Parallèlement, la Sud-Coréenne Korea Investment Corporation a fait des placements responsables et du développement durable un pilier central de sa stratégie, judicieusement baptisée Sustainable Growth Vision 2035[29]. De même, la caisse de retraite d'État de la Thaïlande s'est engagée à mettre davantage l'accent sur les facteurs ESG dans son processus de sélection des placements et à éviter les sociétés qui ne respectent pas ses normes[30].

Selon nous, il est clair que les décideurs de la région ont fait un grand pas en avant pour traiter les enjeux de développement durable – même si leurs efforts ne mèneront pas à des résultats immédiatement évidents, d'importantes bases sont en train d'être établies.

Étude de cas

Occasions liées au développement durable en Asie – énergies renouvelables

Le potentiel de croissance de l'Asie est bien documenté. Selon un rapport souvent cité, d'ici 2050, trois des cinq plus grandes économies du monde feront partie du continent asiatique : la Chine, l'Inde et l'Indonésie[3]. C'est une observation qui illustre succinctement l'élan irrésistible qui soutient la croissance de la région. Cependant, ce rythme de croissance – et l'augmentation de la demande de ressources qui en découle – ne pourra pas durer si les enjeux de développement durable ne sont pas traités. C'est pour cela que les décideurs de la région se sont attaqués à ces enjeux, ce qui donne à l'Asie l'occasion de prendre une place de premier plan sur le marché mondial de l'énergie renouvelable.

Selon un récent rapport, en Asie-Pacifique, le marché de l'énergie renouvelable connaît la croissance la plus rapide et représente près de 27 % du marché mondial[31]. Cela est particulièrement vrai dans le segment de l'énergie solaire, où plus de la moitié de la capacité énergétique totale installée se trouve en Asie[32]. La Chine et l'Inde sont largement reconnues comme des chefs de file mondiaux dans ce domaine, ces deux pays s'y disputant la place de leader mondial.

La Chine devrait investir jusqu'à 6 000 milliards de dollars américains dans le développement de nouvelles technologies énergétiques d'ici la fin de la décennie[33] et domine entre autres le marché mondial des panneaux solaires, produisant plus de 70 % de l'offre mondiale en 2017[34]. De plus, le pays détient une position de tête sur le marché mondial des batteries au lithium-ion, qui sont essentielles aux véhicules électriques; en 2018, la production chinoise de batteries au lithium-ion représentait plus de 60 % de la production mondiale[35]. Bien que les ventes de véhicules électriques en Chine aient souffert des répercussions de la pandémie de COVID-19, le pays reste le plus grand marché du monde pour ce genre de véhicules[36].

La situation en Inde n'est pas très différente : lorsque le gouvernement indien a fait de l'énergie renouvelable un élément central de sa stratégie de croissance et a mis en place des politiques pour soutenir cet objectif, ce secteur a pris de l'ampleur. De 2014 à 2019, le secteur de l'énergie renouvelable en Inde a progressé de 17,5 % par année, faisant passer de 6,0 % à 10,0 % la part de l'énergie consommée par le pays provenant de sources renouvelables[37]. En janvier de cette année, le président de l'Inde, Ram Nath Kovind, a réitéré l'objectif du pays d'atteindre une capacité d'énergie verte de 450 gigawatts d'ici la fin de la décennie[38]. Le gouvernement a également soutenu l'industrie des véhicules électriques et envisage de construire des mégas-usines intégrées de fabrication de batteries et d'éléments avec l'aide du secteur privé[39].

La progression de l'Asie vers le développement durable est alimentée autant par la croissance que par la nécessité, ce qui, selon nous, créera des occasions intéressantes. Nous pensons que cela est particulièrement vrai pour les investisseurs des marchés des titres à revenu fixe, étant donné qu'une grande partie de ces initiatives nécessiteront un soutien financier important de la part du secteur privé.

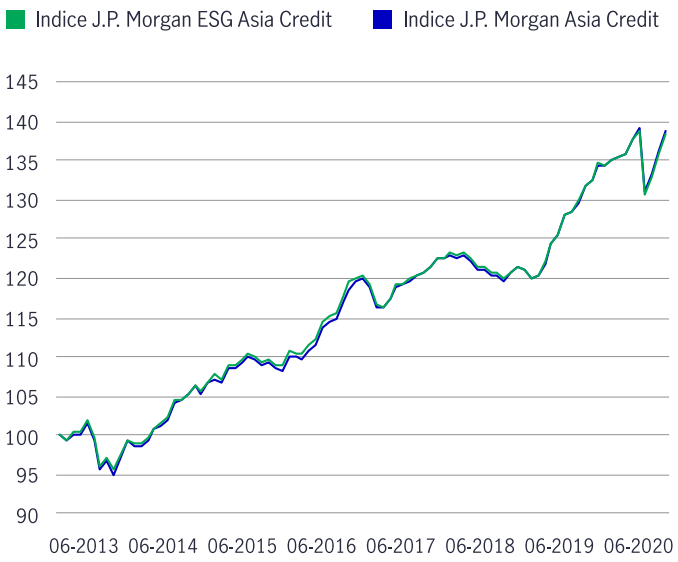
Les investisseurs devraient-ils s'inquiéter de devoir sacrifier le rendement au profit du développement durable?

Est-il possible d'obtenir de bons résultats tout en prenant soin de la planète, ou les investisseurs doivent-ils s'attendre à un rendement moindre en se tournant vers des placements durables? Selon une étude menée par le Fonds monétaire international (FMI), la réponse semble être négative – l'analyse du FMI suggère que le rendement des fonds durables est comparable à celui des fonds conventionnels[40]. L'analyse du fonds est globalement conforme au rendement du marché asiatique des titres à revenu fixe. Par exemple, le rendement cumulatif corrigé du risque de l'indice J.P. Morgan ESG Asia Credit, de décembre 2012 à août 2020, est presque égal à celui de l'indice JACI, l'écart étant de seulement 28 points de base[41].

Cependant, l'incidence sur l'environnement des sociétés qui composent chacun des deux indices diffère considérablement. Si l'on se penche sur l'intensité en carbone, les sociétés qui constituent l'indice JACI émettent près de 491 tonnes de dioxyde de carbone (CO_2) pour chaque tranche de 1 million de dollars américains de ventes. En revanche, les sociétés de l'indice J.P. Morgan ESG Asia Credit n'émettent que 166,4 tonnes de CO_2 par tranche de 1 million de dollars américains de ventes[42]. Bien que l'écart de rendement soit minime, l'écart sur le plan du développement durable entre les deux groupes de sociétés est frappant. Selon nous, cet écart intéressera probablement les investisseurs conscients de l'importance du développement durable. Plus importants encore, les changements imminents de la réglementation, combinés à la demande croissante des investisseurs pour des solutions durables, changeront probablement les facteurs du rendement relatif futur.

Suivi des différences de rendement

Rendement cumulatif, de décembre 2012 à août 2020



Sources : Bloomberg, MSCI, 31 août 2020. Données brutes, en dollars américains. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs.

Rendements (%)

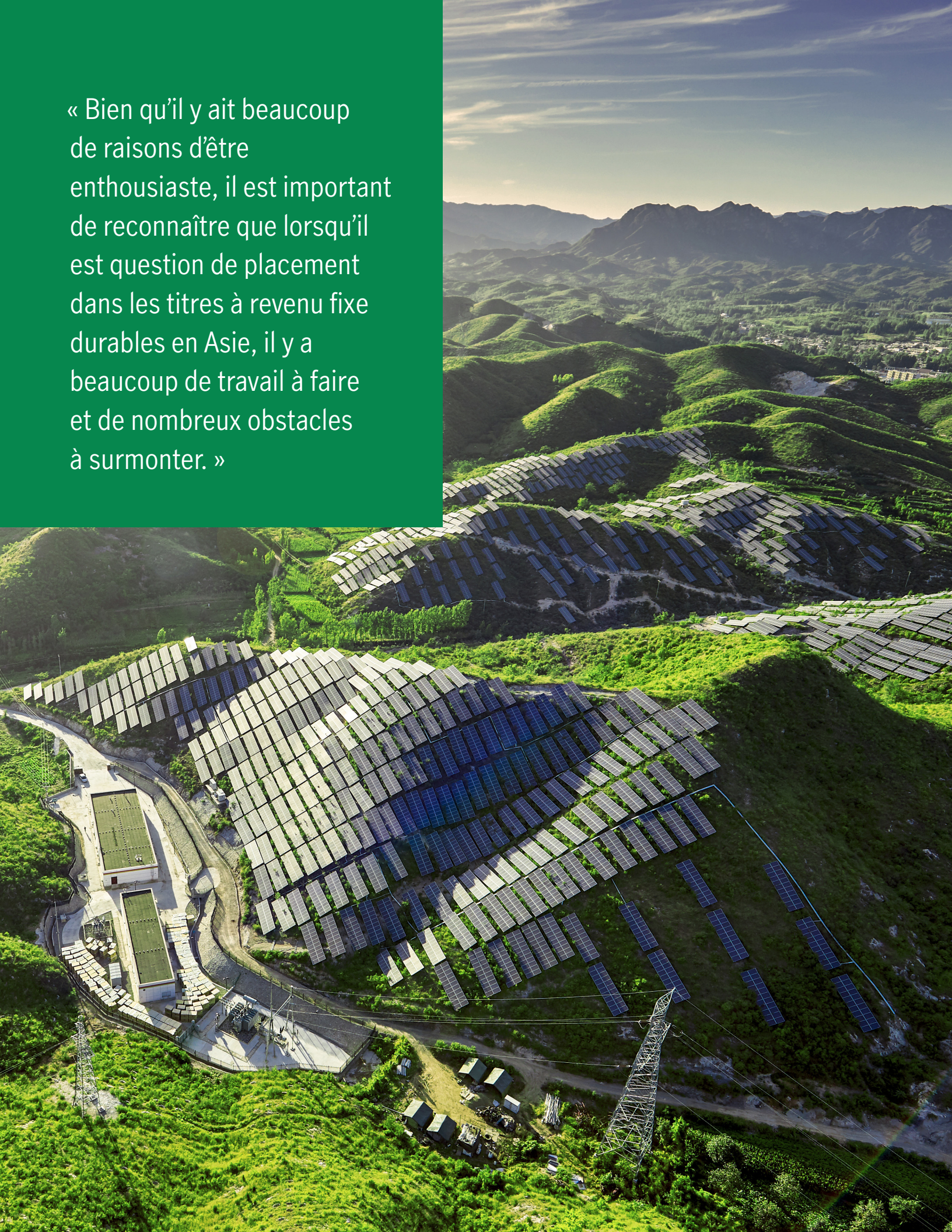
Indice J.P. Morgan ESG Asia Credit	**41,63**
Indice J.P. Morgan Asia Credit	41,95
Différence	-0,32

Intensité en carbone

(t. éq. CO_2/M$ US de ventes)

Indice J.P. Morgan ESG Asia Credit	**166,4**
Indice J.P. Morgan Asia Credit	490,9
Différence	324,5

« Bien qu'il y ait beaucoup de raisons d'être enthousiaste, il est important de reconnaître que lorsqu'il est question de placement dans les titres à revenu fixe durables en Asie, il y a beaucoup de travail à faire et de nombreux obstacles à surmonter. »



Principaux défis : taxonomie, qualité et gouvernance

Bien qu'il y ait beaucoup de raisons d'être enthousiaste, il est important de reconnaître que lorsqu'il est question de placement dans les titres à revenu fixe durables en Asie, il y a beaucoup de travail à faire et de nombreux obstacles à surmonter.

L'absence d'une taxonomie commune a souvent été invoquée comme un frein au développement des placements durables. Les fournisseurs de données, les fournisseurs de services de recherche sur les facteurs ESG, les émetteurs et les investisseurs peuvent utiliser une terminologie et des critères différents, ce qui peut être un obstacle pour le secteur. Cela peut devenir un casse-tête pour les émetteurs qui songent à se lancer sur le marché des obligations vertes. L'absence d'une norme commune peut signifier devoir fournir des données différentes à différents groupes d'investisseurs, ce qui peut faire grimper les coûts.

Les décideurs devront également régler le problème des cotes : les sociétés qui attribuent les cotes liées aux facteurs ESG ne sont pas réglementées de la même façon que les agences de notation traditionnelles. Cela soulève des questions importantes qui vont au-delà de la simple, mais non la moindre, question de qualité. Une partie importante des obligations vertes qui arrivent sur le marché des titres de créance font souvent l'objet d'un examen externe afin d'obtenir la certification verte appropriée. Étant donné que ces vérificateurs externes ne sont pas tenus de respecter certaines définitions et règles ou certains processus, cela suscite des préoccupations concernant l'écoblanchiment, dans le cadre duquel le produit de l'émission de titres de créance pourrait être utilisé d'une façon non conforme à la catégorisation verte obtenue par les titres.

Ainsi, la mise en place par l'Union européenne de son propre système de classification des activités durables en juillet 2020[43] ne pouvait pas mieux tomber. Il est largement considéré comme le premier système de classification au monde véritablement complet et fondé sur des données scientifiques, et il devrait permettre l'uniformisation des taxonomies et de la réglementation.

Principaux thèmes liés au développement durable en Asie

Cohérence

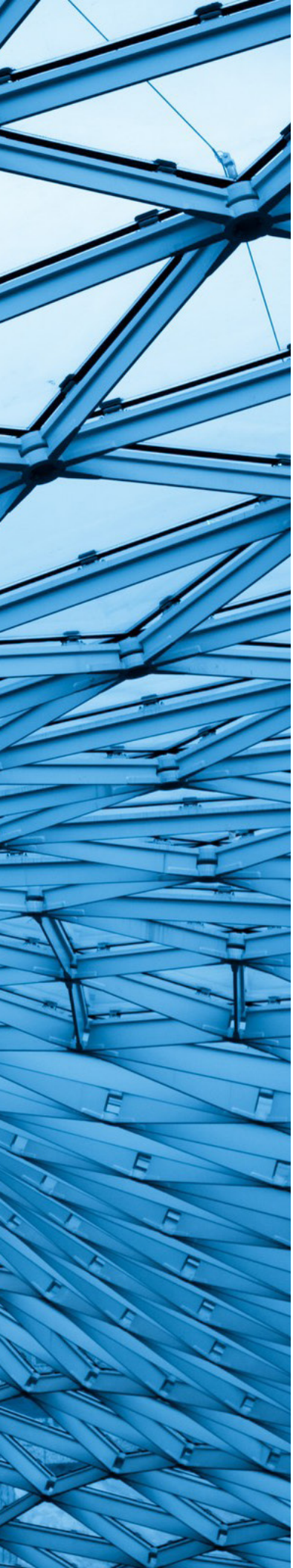
L'absence d'une taxonomie utilisée à l'échelle mondiale pose des problèmes aux émetteurs et aux investisseurs.

Réglementation

Les organismes de notation des facteurs ESG ne sont pas réglementés de la même façon que les organismes de notation du crédit.

Catégorisation

Écoblanchiment : les fonds recueillis peuvent ne pas être utilisés conformément aux règles de la catégorie.



Investir dans les titres à revenu fixe durables en Asie – considérations importantes

Les marchés des titres à revenu fixe asiatiques sont relativement fragmentés. En tant qu'investisseurs à long terme dans la région, nous nous sommes toujours efforcés de faire comprendre aux investisseurs que les économies en Asie sont très diverses. Chacune des économies de la région est structurellement distincte, façonnée par sa propre culture et l'histoire du pays. Même si nous sommes d'avis que la diversité du continent peut favoriser un rendement corrigé du risque intéressant qu'il pourrait être difficile de trouver ailleurs dans l'univers des titres à revenu fixe, les investisseurs doivent détenir une connaissance approfondie de la région, particulièrement pour investir dans les titres liés au développement durable.

La plupart des enjeux de développement durable sont spécifiques à un pays et à une culture, ce qui signifie que la connaissance de la langue et des particularités locales est nécessaire pour trouver l'information qui ne peut être apportée par les fournisseurs de données ESG. Bien que cela puisse indiquer que les gestionnaires de placements ayant une forte présence dans la région soient plus susceptibles de dégager de bons rendements, nous pensons que la présence sur le terrain à elle seule n'est pas suffisante : la quantité de ressources qu'un gestionnaire alloue à ses recherches est encore plus importante. Nous avons fait la liste de certains facteurs à prendre en considération.

Intégration des facteurs ESG et soutien

La gestion des placements à revenu fixe et la recherche sur les facteurs ESG sont deux disciplines distinctes; l'intégration des facteurs ESG au processus de placement dans les titres à revenu fixe exige beaucoup de travail, tout comme la surveillance des placements après leur intégration au portefeuille. Autrement dit, les ressources allouées à la recherche sur les facteurs ESG mises à la disposition de l'équipe de placement peuvent être essentielles : l'équipe des titres à revenu fixe a-t-elle accès à une équipe spécialisée d'analystes des facteurs ESG à l'échelle locale ou régionale? Comment l'équipe chargée des facteurs ESG est-elle intégrée au processus de recherche et de sélection? Le processus de sélection des titres de créance répondant à des critères ESG est-il au cœur du processus de placement ou vient-il juste se greffer au processus? S'inscrit-il dans un cadre ESG applicable dans toute l'entreprise et qui s'accompagne d'une structure de gouvernance complète pour assurer l'atteinte des principaux objectifs? Nous croyons qu'il s'agit de considérations majeures qui peuvent avoir une incidence importante sur la performance des placements.

- **Ressources exclusives en matière de recherche**

La croissance des placements durables a entraîné une forte augmentation du nombre de fournisseurs indépendants de données sur les facteurs ESG; cependant, les lacunes dans la couverture des titres restreignent souvent le nombre de titres auxquels les investisseurs ont accès. Le manque de couverture par des analystes externes est un problème persistant dans l'univers des titres à revenu fixe en Asie, et le problème est bien sûr plus grand dans le domaine des placements durables. Par exemple, l'indice JACI compte plus de 328 émetteurs chinois sur un total de 605 émetteurs[44]. Même si l'analyse des facteurs ESG pour ces sociétés devrait augmenter en même temps que la demande des investisseurs et les changements apportés à la réglementation, les différentes approches adoptées par les fournisseurs externes de cotes ESG peuvent créer de la confusion au lieu de fournir des précisions.

> Nous croyons que les investisseurs actifs sont plus susceptibles de dégager de bons rendements avec ce type de placements – sans une équipe de recherche active et une équipe de placement pleinement engagée, les instruments de placement passifs ne sont pas en mesure de contextualiser la nature particulière des défis de la région en matière de développement durable.

Il est également important d'avoir accès à une équipe de recherche locale pour la raison suivante : les facteurs ESG ne peuvent pas tous être quantifiés (p. ex., la réputation et la bonne volonté peuvent être pertinentes, mais difficiles à mesurer). Les analystes sur le terrain peuvent fournir des renseignements qualitatifs lorsqu'il n'existe pas de données quantitatives pertinentes. Ils peuvent mettre les choses en contexte et expliquer pourquoi différents fournisseurs de données ESG ont des points de vue très différents sur un même émetteur. Selon nous, une équipe de recherche locale disposant de ressources suffisantes est essentielle à la bonne performance des placements dans les titres à revenu fixe durables, en Asie.

C'est pourquoi nous croyons que les investisseurs actifs sont plus susceptibles de dégager de bons rendements avec ce type de placements que les investisseurs passifs. S'ils ne sont pas soutenus par la recherche active et une équipe de placement pleinement engagée, les instruments de placement passifs ne sont pas en mesure de contextualiser la nature particulière des défis de la région en matière de développement durable. Même parmi les gestionnaires actifs, nous sommes d'avis que ceux qui disposent de ressources locales et exclusives en matière de recherche sur les facteurs ESG des titres à revenu fixe sont plus susceptibles d'avoir une longueur d'avance que ceux qui se fient à l'analyse des facteurs ESG effectuée par des fournisseurs externes de données mondiaux.

- **Approche globale des facteurs ESG**

Selon nous, les placements durables ne se limitent pas à générer des rendements en investissant dans des sociétés qui répondent aux critères ESG; ils nous permettent d'utiliser notre position en tant qu'investisseurs institutionnels pour influencer les émetteurs de titres de créance (de sociétés, souverains et quasi-souverains) dans lesquels nous investissons à adopter les pratiques exemplaires en matière de développement durable.

Les gestionnaires de placements qui comprennent l'importance des défis en matière de développement durable ont probablement un cadre ESG complet qui, selon toute vraisemblance, inclut un programme d'activités d'engagement décrivant la façon dont ils entendent s'engager auprès des émetteurs et des décideurs afin d'apporter des changements positifs. Les porteurs d'obligations n'ont peut-être pas le droit de vote des actionnaires, mais ils demeurent une partie prenante importante pour les émetteurs, ce qui facilite la tenue de discussions sur des sujets importants. Nous pensons qu'il en va de même pour les émetteurs de titres de créance souverains et quasi souverains.

Un programme complet d'activités d'engagement peut également faciliter les conversations sur des sujets importants entre les divers groupes d'intérêt et les décideurs, ce qui contribue à l'élaboration de politiques pertinentes et qui fournit une expertise supplémentaire au besoin.

Conclusion

Le cynisme des investisseurs à l'égard des efforts de l'Asie en matière de développement durable remonte souvent à sa réputation d'être l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et à sa performance moins que brillante en matière de gouvernance. Cependant, les efforts collectifs de la région parlent d'eux-mêmes – des bases importantes ont été jetées au cours des dernières années qui ont pu intégrer le concept de développement durable dans l'avenir du continent. Bien que beaucoup restent à faire, un mouvement significatif en faveur du développement durable a pris forme en Asie, qui, selon nous, se traduira par des occasions vraiment intéressantes pour les investisseurs du marché des titres à revenu fixe.

Il est encourageant de voir que les décideurs de la région ont tenu à intégrer des objectifs de développement durable à leurs programmes de relance; il s'agit d'une reconnaissance du fait que ces initiatives peuvent contribuer à la croissance à long terme. Cependant, dans l'immédiat, puisque limiter les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 sera probablement la priorité absolue, les décideurs pourraient se retrouver dans la situation peu enviable de devoir prendre des décisions difficiles en matière d'affectation des ressources en raison des contraintes de budget. Cela dit, nous sommes convaincus de la sincérité de l'engagement de l'Asie à l'égard du développement durable. En fait, nous sommes d'avis que la région a dépassé le point d'inflexion et nous nous attendons à ce qu'elle continue de prendre des mesures en ce sens.

Nous croyons fermement que le secteur des placements a un rôle important à jouer pour aider la région à mettre en œuvre ses objectifs de développement durable. Les données prouvent que les investisseurs du marché asiatique des titres à revenu fixe sont en mesure de réduire considérablement leur empreinte carbone sans avoir à réduire les prévisions de rendement, dans la mesure où ceux qui ont fait leurs recherches peuvent être récompensés équitablement tout en contribuant à une cause importante.

1 Global Carbon Atlas, décembre 2018. **2** Morningstar Research, juin 2020. **3** « The World in 2050 », PWC, février 2017. **4** « Sustainable bond issuance hits record in Q2 as social bonds surge », Moody's Investors Service, 17 août 2020. **5** « China Green Bond Market 2019 Research Report », Climate Bonds Initiative, CCDC Research, HSBC, 25 juin 2020. **6** Indice J.P. Morgan Asia Credit, données au 31 août 2020. D'après les calculs rétrospectifs de JP Morgan, le JESG JACI – version de l'indice JACI dont l'univers de placement est restreint d'environ un quart sur la base de critères ESG – produit des rendements pratiquement identiques à ceux du JACI depuis le 31 décembre 2012 : « Introducing the JESG JACI », 27 novembre 2019. **7** « ESG funds attract record inflows during crisis », *Financial Times*, 10 août 2020. **8** MSCI, au 31 juillet 2020. Rendement en dollars américains. **9** Les obligations sociales sont des titres de créance dont le produit est utilisé pour financer ou refinancer des projets sociaux. **10** « Korea Overtakes China as Biggest Sustainable-Debt Seller in Asia », BNN Bloomberg, 13 août 2020. **11** « Trump Weakens Major Conservation Law to Speed Construction Permits », *New York Times*, 15 juillet 2020. **12** « EIA 2020 an assault on India's ecology: Congress », *The Hindu*, 12 août 2020. **13** « Asia's Ageing Challenge », The Economist Intelligence Unit, 23 juillet 2018. **14** « Is Asia facing a coming water crisis? » International Institute for Applied Systems Analysis, 18 juin 2018. **15** « Solutions for a global water crisis », Citibank Research, avril 2017. **16** « Are Asia's pension funds ready for climate change? », China Water Risk, avril 2019. **17** « Women in the boardroom: A global perspective », Deloitte, 31 octobre 2019. **18** « Ageing in Asia and the Pacific », Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Nations Unies, 8 mars 2017. **19** « Asia's Central Banks Must Rise to the Challenge of Climate Change », Economic Research Institute for ASEAN and East Asia, 17 mars 2020. **20** « Central Bank to Accept Lower-Grade Collateral for Lending Facility », Caixin Global, 4 juin 2018. **21** « China Plans quarterly looks into banks' green finance performance », *Business Times*, 21 juillet 2020. **22** « New US $2 billion Investments Programme to Support Growth of Green Finance in Singapore », Monetary Authority of Singapore, 11 novembre 2020. **23** « Joint statement on the establishment of the Green and Sustainable Finance Cross-Agency Steering Group », Hong Kong Monetary Authority, 5 mai 2020. **24** « Inaugural Meeting of Joint Committee on Climate Change », Bank Negara Malaysia, 27 septembre 2019. **25** « ESG Disclosures in Asia Pacific », CFA Institute, 21 juillet 2019. **26** « China ramps up focus on social responsible investments », cgtn.com, 4 décembre 2019. **27** « Corporate Knights report shows sustainability disclosure is flatlining: Time for regulators to step in », Corporate Knights, 22 janvier 2020. **28** « Temasek sets 2030 target for its portfolio to halve greenhouse emissions », 13 novembre 2019. **29** « KIC aims to manage $400 billion by 2035 », *Korea Times*, 1er juillet 2020. **30** « Biggest Thai Pension Fund Buys Foreign Stocks to Boost Gains », BNN Bloomberg, 23 août 2020. **31** « Global Renewable Energy Market Value 2020 », Expert Market Research, 24 juin 2020. **32** « Snapshot of Global PV Markets 2020 », Agence internationale de l'Énergie, 29 avril 2020. **33** « Promoting China's Energy Transformation through Deepened Supply-side Structural Reform », Centre de développement et de recherche du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine, 21 août 2020. **34** « Greener Pastures: China Cuts A Path To Becoming A Green Superpower », S&P Global Ratings, 19 novembre 2018. **35** « Electric cars: China powers the battery supply chain », *Financial Times*, 22 mai 2019. **36** « China promises subsidies to boost falling electric car sales », ABC News, 24 avril 2020. **37** « Why India is the new hotspot for renewable energy investors », Forum économique mondial, 14 janvier 2020. **38** « India to have 450 GW renewable energy by 2030: President », *Economic Times*, 31 janvier 2020. **39** « Opportunities in EV battery and cell manufacturing in India », Invest India, 2 juillet 2020. **40** « Sustainable investors match the performance of regular investors, IMF research finds », cnbc.com, 10 octobre 2019. **41** Bloomberg, Gestion de placements Manuvie, au 31 août 2020. **42** MSCI ESG Manager, FactSet, août 2020. **43** « EU taxonomy for sustainable activities », Commission européenne, 28 août 2020. **44** Indice J.P. Morgan Asia Credit, au 31 août 2020.

Gestion de placements **Manuvie**

Une crise généralisée dans le secteur de la santé, comme une pandémie mondiale, pourrait entraîner une forte volatilité des marchés, la suspension et la fermeture des opérations de change, et affecter le rendement du portefeuille. Le nouveau coronavirus (COVID-19) perturbe ainsi considérablement les activités commerciales à l'échelle mondiale. Les répercussions d'une crise sanitaire, ainsi que d'autres épidémies et pandémies susceptibles de survenir à l'avenir, pourraient avoir des conséquences sur l'économie mondiale qui ne sont pas nécessairement prévisibles à l'heure actuelle. Une crise sanitaire peut exacerber d'autres risques politiques, sociaux et économiques préexistants. Cela pourrait nuire au rendement du portefeuille, ce qui entraînerait des pertes sur votre placement.

Les placements comportent des risques, y compris le risque de perte du capital. Les marchés des capitaux sont volatils et peuvent considérablement fluctuer sous l'influence d'événements liés aux sociétés, aux secteurs, à la politique, à la réglementation, au marché ou à l'économie. Ces risques sont amplifiés dans le cas des placements effectués dans les marchés émergents. Le risque de change s'entend du risque que la fluctuation des taux de change ait un effet négatif sur la valeur des placements détenus dans un portefeuille.

Les renseignements fournis ne tiennent pas compte de la convenance des placements, des objectifs de placement, de la situation financière ni des besoins particuliers d'une personne donnée. Nous vous invitons à évaluer la convenance de tout type de placement à la lumière de votre situation personnelle et à consulter un spécialiste, au besoin.

Le présent document est réservé à l'usage exclusif des personnes ayant le droit de le recevoir aux termes des lois et des règlements applicables des territoires de compétence; il a été produit par Gestion de placements Manuvie et les opinions exprimées sont celles de Gestion de placements Manuvie au moment de la publication, et pourraient changer en fonction de la conjoncture du marché et d'autres conditions. Bien que les renseignements et analyses aux présentes aient été compilés ou formulés à l'aide de sources jugées fiables, Gestion de placements Manuvie ne donne aucune garantie quant à leur précision, à leur exactitude, à leur utilité ou à leur exhaustivité, et n'accepte aucune responsabilité pour toute perte découlant de l'utilisation de ces renseignements ou analyses. Le présent document peut comprendre des prévisions ou d'autres énoncés de nature prospective portant sur des événements futurs, des objectifs, des stratégies de gestion ou d'autres prévisions, et n'est à jour qu'à la date indiquée. Les renseignements fournis dans le présent document, y compris les énoncés concernant les tendances des marchés des capitaux, sont fondés sur la conjoncture, qui évolue au fil du temps. Ces renseignements peuvent changer à la suite d'événements ultérieurs touchant les marchés ou pour d'autres motifs. Gestion de placements Manuvie n'est nullement tenue de mettre à jour ces renseignements.

Ni Gestion de placements Manuvie, ni ses sociétés affiliées, ni leurs administrateurs, dirigeants et employés n'assument de responsabilité pour quelque perte ou dommage direct ou indirect, ou quelque autre conséquence que pourrait subir quiconque agit sur la foi des renseignements du présent document. Tous les aperçus et commentaires sont de nature générale et ponctuelle. Quoiqu'utiles, ces aperçus ne remplacent pas les conseils d'un spécialiste en fiscalité, en placement ou en droit. Il est recommandé aux clients de consulter un spécialiste qui évaluera leur situation personnelle. Ni Manuvie, ni Gestion de placements Manuvie, ni leurs sociétés affiliées, ni leurs représentants ne fournissent de conseils dans le domaine de la fiscalité, des placements ou du droit. Le présent document a été préparé à titre informatif seulement et ne constitue ni une recommandation, ni un conseil professionnel, ni une offre, ni une invitation à quiconque, de la part de Gestion de placements Manuvie, relativement à l'achat ou à la vente d'un titre ou à l'adoption d'une stratégie de placement, non plus qu'il indique une intention d'effectuer une opération dans un fonds ou un compte géré par Gestion de placements Manuvie. Aucune stratégie de placement ni aucune technique de gestion des risques ne peuvent garantir le rendement ni éliminer les risques. La diversification ou la répartition de l'actif ne sont pas une garantie de profit et n'éliminent pas le risque de perte, quel que soit le marché. À moins d'indication contraire, toutes les données proviennent de Gestion de placements Manuvie. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs.

Gestion de placements Manuvie

Gestion de placements Manuvie est le secteur mondial de gestion de patrimoine et d'actifs de la Société Financière Manuvie. Nous comptons plus de 150 ans d'expérience en gestion financière au service des clients institutionnels et des particuliers et dans le domaine des régimes de retraite, à l'échelle mondiale. Notre approche spécialisée de la gestion de fonds comprend les stratégies très différenciées de nos équipes expertes en titres à revenu fixe, actions spécialisées, solutions multiactifs et marchés privés, ainsi que l'accès à des gestionnaires d'actifs spécialisés et non affiliés du monde entier grâce à notre modèle multigestionnaire.

Le présent document n'a été soumis à aucun examen de la part d'un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou autre et il n'a été déposé auprès d'aucun organisme de réglementation. Il peut être distribué par les entités de Manuvie ci-après, dans leurs territoires respectifs. Des renseignements supplémentaires sur Gestion de placements Manuvie sont accessibles sur le site gamanuvie.com.

Australie : Hancock Natural Resource Group Australasia Pty Limited, Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Brésil :** Hancock Asset Management Brasil Ltda. **Canada :** Gestion de placements Manuvie limitée, Distribution Gestion de placements Manuvie inc., Manulife Investment Management (North America) Limited et Marchés privés Gestion de placements Manuvie (Canada) Corp. **Chine :** Manulife Overseas Investment Fund Management (Shanghai) Limited Company. **Espace économique européen et Royaume-Uni :** Manulife Investment Management (Europe) Limited, qui est régie et réglementée par l'organisme Financial Conduct Authority, Manulife Investment Management (Ireland) Ltd. qui est régie et réglementée par l'organisme Central Bank of Ireland. **Hong Kong :** Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Indonésie :** PT Manulife Aset Manajemen Indonesia. **Japon :** Manulife Investment Management (Japan) Limited. **Malaisie :** Manulife Investment Management (M) Berhad (auparavant Manulife Asset Management Services Berhad), numéro d'inscription : 200801033087 (834424-U). **Philippines :** Manulife Asset Management and Trust Corporation. **Singapour :** Manulife Investment Management (Singapore) Pte. Ltd. (société inscrite sous le numéro 200709952G). **Corée du Sud :** Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Suisse :** Manulife IM (Switzerland) LLC. **Taïwan :** Manulife Asset Management (Taiwan) Co., Ltd. **États-Unis :** John Hancock Investment Management LLC, Manulife Investment Management (US) LLC, Marchés privés Gestion de placements Manuvie (États-Unis) SARL et Hancock Natural Resource Group, Inc. **Vietnam :** Manulife Investment Fund Management (Vietnam) Company Limited.

Gestion de placements Manuvie, le M stylisé et Gestion de placements Manuvie & M stylisé sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers et sont utilisées par elle, ainsi que par ses sociétés affiliées sous licence.

MBPSCS5132FR GAG 03/21 AODA **523161**